



MIS EN CAUSE PAR L'ONG WELFARM SUR LA CASTRATION DES PORCS, LE GROUPE BIGARD SE TERRE DANS LE SILENCE

Le 22 mars dernier, l'ONG Welfarm interpellait le géant de la viande Bigard dans une lettre ouverte. Les raisons ? Le refus du groupe de mettre fin à la castration des porcelets. Surtout, sa position bientôt dominante sur le marché et son influence sur les éleveurs et les distributeurs permettent de tuer dans l'œuf les alternatives à la castration. Bigard n'a pas daigné répondre à Welfarm et, de surcroît, refuse de répondre aux demandes des journalistes sur le sujet.

Dans le cadre de sa campagne [#StopCastration](#), Welfarm a rencontré pendant plusieurs mois de nombreuses marques et enseignes de grande distribution. L'objectif : faire un diagnostic des pratiques des géants de l'industrie et les pousser à s'engager publiquement en faveur des alternatives à la castration physique des porcelets¹.

Marques et distributeurs favorables aux alternatives

Premier constat : **les marques et distributeurs que nous avons rencontrés sont dans leur majorité favorables aux alternatives à la castration physique des porcelets.** « Il y a un véritable engouement pour le mâle entier, il y a un emballement des éleveurs et une demande sociétale. Les seuls freins c'est que des problèmes sont pressentis au niveau de l'abattage et de la transformation », nous a par exemple confié une professionnelle en entretien. Les opinions sont ainsi globalement très favorables à l'élevage de mâles entiers. Si l'on nous a bien précisé qu'il n'est pas envisageable d'arrêter la castration dans tous les élevages du jour au lendemain, les marques et distributeurs s'accordent presque tous pour affirmer qu'il s'agit de LA solution d'avenir : « La voie du mâle entier est l'objectif à terme », « Dans 5 à 10 ans, la castration sera un problème dépassé. Toute la filière sera en mâle entier ! » ...

Concernant l'immunocastration (ou vaccination des mâles), qui suscite encore des doutes, les mentalités évoluent rapidement : « Il nous semble que l'immunocastration est une solution intéressante, plus que l'anesthésie », « Il n'y a pas de problèmes techniques avec la vaccination », « La piste de l'immunocastration est intéressante pour transformer des viandes en salaisons », nous ont par exemple affirmé plusieurs professionnels. Précisons également, qu'avec l'appui de Welfarm, la Fédération française des industriels charcutiers traiteurs (FICT) soutient la solution du mâle vacciné pour les productions en salaisons sèches².

De leur côté, les consommateurs sont à 85% défavorables aux mutilations pratiquées sur les porcs³.

Pourtant, malgré leur positionnement en faveur des alternatives à la castration physique, de nombreuses

marques et enseignes de distribution n'ont pas toujours la marge de manœuvre suffisante pour agir. Au cœur du problème : certains abatteurs réunis au sein du syndicat Culture Viande, et plus particulièrement le groupe Bigard.

Les pressions de Bigard, bientôt leader du marché de l'abattoir

Culture Viande et Bigard ont par exemple annoncé depuis de nombreux mois leur intention de maintenir la castration sous anesthésie et analgésie^{4&5}. En décembre dernier, Culture Viande a proposé de verser une plus-value aux éleveurs qui maintiendront la castration physique des porcelets en 2022 (+2cts/kg) tout en pénalisant les carcasses de mâles entiers (-23 cts/kg) : une manœuvre pour inciter les éleveurs à continuer de castrer physiquement les porcs et dévaloriser coûte que coûte les alternatives.

Le groupe Bigard est en passe de devenir le leader sur le marché avec le rachat des abattoirs du groupe Avril. Sa position empêche les transformateurs et la grande distribution, en particulier ceux qui ne disposent pas de leurs propres outils d'abattage, de se tourner vers l'alternative du mâle entier ou celle du mâle vacciné. Les professionnels que nous avons rencontrés sont unanimes : « *Le maillon production est favorable [à l'élevage de mâles entiers] mais pas le maillon abattage : c'est Bigard qui bloque [...]. Avec le rachat d'Abera⁶, c'est Bigard qui a le pouvoir. Si Bigard ne veut pas on ne peut pas* », constate un professionnel. « *C'est important pour nous de montrer qu'on est en faveur d'une politique non mutilante mais pour nos choix commerciaux on est dépendant de la décision des abatteurs* », « *Les groupements d'éleveurs ne sont pas contre le mâle entier mais c'est l'industriel en face qui bloque* », explique un distributeur. « *Bigard a du mal à croire les arguments [en faveur du mâle entier], ils restent campés sur leur position...* », « **Je n'ai jamais vu une position aussi butée reposant sur aussi peu d'arguments. Ils [Bigard] sont posés là comme une moule sur un rocher, ils sont sûrs d'eux sur tout** », nous a-t-on également confié.

En plus de tuer dans l'œuf les velléités de certaines marques et distributeurs favorables aux alternatives à la castration physique, **Bigard menace également les engagements publics pris par les autres acteurs de la filière**. Par exemple, Herta et Fleury Michon cherchent à atteindre 100% de porcs mâles entiers dans leurs approvisionnements d'ici les prochaines années. Mais seront-ils en mesure de respecter leurs engagements ? Le doute est permis. Herta a dû renoncer au mâle entier dans sa démarche « Engagé et Bon » en raison du positionnement défavorable à l'élevage de mâles entiers du groupe Bigard, notamment via son fournisseur Socopa (groupe Bigard)⁷. Pour sa part, Fleury Michon ambitionne d'atteindre 100% de mâle entier sur sa filière propre, qui représente une quarantaine d'éleveurs en partenariat avec le groupe Avril. Mais le rachat des abattoirs du groupe Avril par le groupe Bigard pourrait bien remettre en cause cette démarche de progrès...

La politique de l'autruche

Le 22 mars dernier, Welfarm adressait [une lettre ouverte à Jean-Paul Bigard](#), président directeur général du groupe Bigard. Dans cette lettre, nous demandions à Bigard :

- « *de laisser à [ses] partenaires de l'amont (éleveurs) et de l'aval (marques et distributeurs) de la filière porcine, le choix des alternatives à la castration physique qu'ils souhaitent mettre en œuvre* » ;
- « *de revoir [son] propre positionnement sur les alternatives à la castration physique des porcelets* ».

Pour toute réponse, le groupe Bigard a choisi de nous opposer un silence assourdissant. Vis-à-vis de la presse, Bigard pratique la même politique de l'autruche. Le groupe Bigard n'a pas souhaité réagir aux demandes de plusieurs médias, qui souhaitaient recevoir des explications à la suite de la diffusion de la lettre ouverte de Welfarm.

Ce refus de dialogue de la part d'un acteur incontournable de la filière porcine n'est pas acceptable. Bigard

doit prendre ses responsabilités et écouter les éleveurs, les marques et les distributeurs qui souhaitent s'engager vers les alternatives à la castration physique.

¹ La viande de seulement 4% des porcs non castrés est susceptible de dégager une odeur désagréable à la première cuisson. Une problématique mineure qui justifierait la castration, routinière et quasi-systématique, des porcelets mâles.

² E. Taurin, « La charcuterie sèche a besoin de mâles castrés...qu'importe l'origine. », Porcmag, 18 octobre 2021.

³ Sondage Yougov, 2017

⁴ E. Polette De Oliveira, « Bigard maintiendra la castration, les éleveurs s'organisent », Porcmag, 31 mai 2021.

⁵ En l'état actuel des pratiques, aucune solution d'anesthésie et d'analgésie n'est satisfaisante. Les vétérinaires sont affirmatifs sur le sujet : les méthodes d'anesthésie disponibles ne permettent pas de supprimer totalement la douleur subie par les porcelets. À cette question de la mise en place technique de cette non-solution s'ajoute celle du contrôle par les autorités de sa réelle application

⁶ Groupe Avril

⁷ E. Polette De Oliveira, « Un partenariat filière pour une traçabilité totale », Porcmag, 31 mai 2021

Contact presse :

Romain FRANCOIS

Chargé des relations presse

presse@welfarm.fr

03 87 66 16 33

Ressources presse : Téléchargeables librement sur <https://welfarm.fr/presse/>

À propos de WELFARM – Protection mondiale des animaux de ferme :

WELFARM est une association française et indépendante créée en 1994, dont la mission est reconnue d'utilité publique. Elle œuvre depuis plus de 25 ans pour une meilleure prise en compte du bien-être des animaux d'élevage à toutes les étapes de leur vie : élevage, transport et abattage. Welfarm emploie à ce jour près de 30 salariés et son siège social se situe à Metz (57). Forte du soutien de ses 29 000 membres et donateurs, l'association agit exclusivement grâce à leur générosité. WELFARM est membre du Comité d'Experts « bien-être animal » du ministère de l'Agriculture (CNOPSAV).